La crise identitaire au quotidien : Saint-Imier dans la tourmente horlogère

Autor(en): **Kessler, Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Actes de la Société jurassienne d'émulation**

Band (Jahr): **94 (1991)**

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-684868

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La crise identitaire au quotidien: Saint-Imier dans la tourmente horlogère

par Daniel Kessler

Le discours sur l'identité collective a comme objet une notion qui semble faire l'unanimité. Cette dernière concerne tant l'existence de l'objet que son importance. Selon le discours en question, toute société a forcément une identité qui lui est propre et à laquelle ses membres et ses institutions tiennent jalousement et plus ou moins consciemment. Il existe donc une tendance à parler de l'identité comme d'une chose, d'un objet que l'on possède, lui prêtant par la même occasion un caractère par trop concret, presque palpable. Cette tendance est bien sûr le fruit du désir de rendre compréhensible la normalité sociale complexe en la réduisant à un seul ou à quelques symboles qui constitueraient le noyau dur de cette normalité, en lui imposant une gravitation qui puisse permettre de donner un point de départ à la réflexion de l'identité. Ce faisant, on court bien souvent le risque de muter le discours sur l'identité en discours d'identification ou en identification tout court.

On retrouve donc là les défauts que l'on connaît déjà au discours sur la culture (prise dans son sens le plus large possible). Là également, l'objet et sa notion semblent se confondre en une chose dont on peut disposer, que l'on peut (é)changer selon ses désirs momentanés et, à la limite, former à sa guise ou qui, alors, a une telle emprise sur toute vie sociale qu'elle en devient immuable et rigide. S'il a toutes les raisons d'être, ce déterminisme culturel ne doit pas faire oublier que la culture n'est pas le fondement stable et achevé d'une société, mais plutôt sa référence idéologique la plus importante et, en fait, unique, sur laquelle les groupes et les individus portent un constant effort de définition. Il ne devrait pas faire oublier que ces concrétisations et leurs signifiés risquent fortement de faire abstraction de la société, de ne plus être perçus comme le produit de l'activité humaine, mais uniquement comme un immuable dispositif de régulation.

Le rapprochement des discours sur l'identité collective et sur la culture n'est pas fortuit.[1] Tous deux portent sur des structures, sur l'organisation des rapports entre les hommes et leur évolution dans le temps, tous deux tentent de rendre concret le discret, de rendre visible l'invisible, et tous deux – tout comme leurs objets – sont connotés

de façon positive: l'absence de culture et d'identité est – à juste titre – chose inimaginable. Le discours sur la culture et les sentiments identitaires se réfèrent aux paysages, à l'économie, à la politique et à l'histoire, à la religion, à la langue et à tout autre facteur dans lequel ils voient une promesse de son renforcement ou qu'ils croient menacé. La conjoncture actuelle dans les sciences sociales et historiques a permis à l'idée d'identité collective de se substituer à celle de la culture. Mais l'importance que l'on attribue à cette identité collective ne provient pas uniquement du monde universitaire – ou seulement dans la mesure où celui-ci est le reflet des tendances dominantes de la société en général. Ceci d'autant plus si l'évolution de cette société s'accélère, si les enjeux sont donc importants, puisque le discours sur l'identité et surtout le discours identitaire doit remettre en place un nouveau système explicatif qui justifie ou qui juge les changements de la société et de la culture.

Comment donc parler de l'identité? Comment l'approcher pour ensuite pouvoir la décrire? C'est par la négative qu'une réflexion de l'identité sera tentée ici. Ce procédé n'a rien d'inhabituel. Et il s'explique, en partie du moins, par le caractère même de son objet. Le désir de dire une identité collective se ressent surtout quand celle-ci semble menacée, quand elle est en crise, quand la normalité sociale est ébranlée. Et on reconnaît le plus facilement cette normalité quand elle est en crise, car les crises engendrent le besoin de fixer, du moins par les mots, la normalité, de revendiquer son rétablissement ou de propager sa réinvention. Si ce texte n'ira pas plus loin dans sa tentative de définir la notion d'identité, cela correspond évidemment, il faut en être conscient, à l'aveu d'un échec: celui de l'ethnologue et de son vocabulaire. En d'autres termes: dans le contexte des sciences sociales, l'identité culturelle d'une société n'est pas un instrument d'analyse, mais uniquement et dans le meilleur des cas, une description résultant d'une recherche dans divers secteurs de cette société et de sa synthèse.

Si l'on admet que l'identité est thématisée surtout à travers ses crises, alors on peut supposer que la population du vallon de Saint-Imier ait quelque connaissance en la matière. Une approche négative de l'identité ne semble donc pas seulement faciliter la tâche en général, elle semble convenir tout particulièrement au Vallon, puisque, justement, son identité collective est en jeu, en évolution et, donc, en crise. Si le vallon de Saint-Imier se questionne sur son identité, cela est bien sûr dû à sa situation géographique dans le Jura bernois, région dont l'identité collective et même étatique est disputée. Deux forces politiques la définissent de façon différente, incompatible même, et dans des buts précis. Cela permet de voir dans la formulation de l'identité

en question l'expression d'une volonté politique. Cette volonté se base, à son tour, sur l'image, la supposition ou l'affirmation d'une identité préexistante, quasi naturelle, qu'il faut défendre. Les finalités de ses intentions politiques sont (dans un futur le plus proche possible) la réalisation de cette identité qui elle, de condition préexistante et d'affirmation d'une volonté politique, est devenue également but à atteindre, téléologie sociale. Mais le Vallon est encore loin d'atteindre ce but. Partie d'un tout écartelé, le Jura resté bernois, le Vallon est du fait de ce préalable en butte à des tiraillements qui ne servent guère à renforcer son identité; au contraire, en proposant deux identités diamétralement opposées, les antagonistes du conflit jurassien mettent constamment en crise la possibilité d'existence ou le renouveau d'une identité véritablement collective.

Mais nous nous intéressons ici surtout à un autre fondement identitaire que celui de l'appartenance d'une population à un Etat plutôt qu'à un autre, c'est-à-dire à l'économie. Le Vallon s'y prête encore une fois à merveille, puisque son organisation quasiment monoindustrielle, le caractère de ses produits ainsi que l'organisation de leur fabrication ont permis l'émergence d'un discours identitaire qui est en fait une périphrase de cette spécialisation industrielle. L'horlogerie qui, pendant plus de cent ans, a joué un rôle prépondérant dans la vie des villages du Vallon est la référence incontournable de toute représentation de la spécificité régionale. Les tentatives indigènes de formulation d'une démarcation culturelle ont toujours pour condition – à part évidemment le conflit jurassien – l'évocation de l'horlogerie et de sa crise qui, depuis le début des années septante, a fondamentalement changé ses modes de production et ses produits. La normalité horlogère de Saint-Imier, celle des années cinquante et soixante, était caractérisée par la présence de grandes fabriques appartenant majoritairement à des familles et qui étaient dirigées par des cadres habitant la région. Ses usines ne contrôlaient pas seulement le travail industriel du Vallon – agressivement d'ailleurs si le besoin se présentait – en s'opposant efficacement à toute tentative de diversification qui pouvait mettre en péril l'hégémonie horlogère et son emprise sur le marché du travail et sur les salaires.

Mais Longines, pour ne citer que l'exemple de la fabrique la plus connue et qui a le plus longtemps fonctionné d'après ce schéma, n'achetait pas seulement le travail des habitants du village et de la région, la compagnie Longines louait également des appartements à ses ouvriers, elle entretenait une fanfare et mettait à disposition un terrain de sport. Et la vie politique de la commune à son tour était sous forte influence patronale – pour ne pas dire davantage. Dans le législatif et dans l'exécutif de Saint-Imier siégeaient régulièrement des

cadres de Longines (et d'autres firmes) qui pouvaient donc là encore faire valoir leurs visions des choses et contrôler toute décision qui intéressait l'industrie des montres de près ou de loin. L'emprise qu'exerçait l'économie sur la vie publique était telle qu'un auteur de la région l'a qualifiée de «totalitarisme horloger».[2] Bien sûr, l'opposition socialiste et syndicale était présente, mais elle ne contestait pas radicalement la répartition de la propriété et les profits réalisés grâce au travail des ouvriers, elle essayait plutôt de s'occuper de l'organisation et des conditions de ce travail, devenant ainsi un acteur stabilisant de la vie villageoise. Les liens entre la commune et l'usine étaient tellement étroits qu' il y avait risque de confusion. Saint-Imier vivait au rythme de Longines, les heures de travail conditionnaient les activités quotidiennes dans le village et les vacances horlogères obligatoires découpaient l'année. Et le souvenir de ces conditions de vie a survécu plus longtemps que les conditions elles-mêmes; on s'en tenait encore à de vieilles habitudes et à d'anciennes manières de faire et d'agir alors que celles-ci n'avaient déjà plus de fonction, si ce n'est celle d'occulter les changements radicaux qui ont eu lieu. C'est cette survie ou – pour le dire plus méchamment – cette dysfonction à elle seule qui tendrait à prouver que l'identité de Saint-Imier et sa fondation sont horlogères.

Avec la disparition des autres grandes usines et le passage de Longines d'abord, en 1971, à l'ASUAG et ensuite à la SMH, les décisions concernant l'horlogerie ne sont plus prises à Saint-Imier, ni dans le Vallon ni même dans le canton de Berne[3]. Pour Longines, la nécessité de contrôler la vie villageoise de façon aussi complète a disparu. Mais ce ne sont pas uniquement les structures, les centres de décision et la situation de la propriété qui ont changé, ce sont les produits de l'industrie horlogère eux-mêmes qui ont évolué. Si l'aspect extérieur des montres est resté inchangé – Longines est fidèle à l'affichage analogique et à un certain classicisme du boîtier – leur intérieur a par contre subi une révolution. La pile a remplacé le ressort; le balancier, l'échappement et une partie du rouage ont cédé la place au quartz et aux puces. Les roues dentées qui ont fait la fascination des mouvements mécaniques ne servent plus qu'à actionner les aiguilles. A performances égales, la montre à quartz compte moitié moins de pièces que la montre mécanique (et quand l'affichage est digital, la proportion passe à 5-10%).

Avant la révolution technique du quartz, c'était l'épaisseur de la montre qui témoignait du savoir-faire de son fabricant. Ce n'est plus vrai pour les nouvelles montres. La miniaturisation des composantes électroniques et la fabrication en très grande série sont rendues possibles par la formidable accélération de nombreuses opérations, dans

l'assemblage surtout. L'accélération de la production résulte de la concentration: concentration géographique – correspondant au déplacement des emplois de Longines – et concentration de l'éventail des produits – entre 1970 et 1973 le nombre de calibres fabriqués en Suisse passe de 600 à 450. L'accélération de la mutation des produits est elle aussi impressionnante. En 1974, Longines produit 80% de montres mécaniques et 20% de montres électroniques. Dès 1980 la proportion est inversée. La nature du travail effectué à la Compagnie de montres Longines en est bouleversée. Si, au début des années quatre-vingt, les tâches mécaniques occupaient encore 60% des employés, ce pourcentage n'est plus que de 5% en 1988. Des catégories professionnelles entières ont disparu des ateliers. Le réglage, par exemple, activité presque exclusivement féminine qui consiste en la fixation du spiral sur l'axe du balancier, est une opération devenue inutile sur les montres à quartz. Mais il y plus grave: les locaux de l'usine à Saint-Imier ne sont plus responsables de la fabrication des montres mécaniques que Longines continue de vendre; leur production est organisée au sein de la SMH. Le montage final des montres à quartz est à ce point simplifié que le personnel qualifié – selon les normes traditionnelles de l'horlogerie – n'est plus employé que dans trois secteurs dont deux ne font même pas partie de la production: la préparation du travail (réglage des machines, fabrication des outils), le contrôle de qualité et le service de réparation. Même à l'unité de production des boîtiers, la seule maintenue temporairement par la SMH à Saint-Imier, les exigences professionnelles ont changé du tout au tout: l'ouvrier boîtier n'a plus besoin d'être un mécanicien; il doit être un programmateur à qui quelques connaissances des boîtiers suffisent.

Toutes ces mutations dans la production touchent un groupe de professions rassemblées sous le terme générique d'horlogers. Le prestige de ces professions est remis en question par la technique du quartz et par la microélectronique. Les mutations structurelles et techniques de la production horlogère ont provoqué une évolution du travail, de son appréciation et de la conscience des horlogers. Mais si les nouvelles conditions de travail ont fatalement entraîné une perte de prestige, insidieuse ou brutale, chez les ouvriers horlogers, elles ont aussi eu un effet immédiat sur une autre catégorie de la population: de nombreux jeunes, confrontés à la menace ou à la réalité du chômage frappant leur famille, leur parenté ou leurs connaissances, renoncèrent alors à entreprendre un apprentissage dans l'horlogerie. Ce phénomène a été si marqué qu'actuellement, à une époque de licenciements et de rationalisations, l'industrie manque d'horlogers.

Tous ces changements ont privé Saint-Imier de son moteur économique et de son idéologie. La mise en péril de l'emploi dans la

commune, pour des raisons techniques et de stratégie économique, empêche l'instauration de la normalité sociale et l'affirmation d'une image de soi à laquelle puisse se référer la plupart des habitants du village et de la région. Difficile donc pour l'identité collective de s'affirmer, de se concrétiser dans un sentiment positif, car sa négation est bel et bien proclamée. C'est dans son contraire, dans le constat de son absence, qu'elle transparaît éventuellement. Et l'effort de remédier à cette situation, de combler le vide identitaire que la région s'attribue elle-même et par lequel elle se voit stigmatisée à travers les discours de politiciens, les communiqués des partisans séparatistes et probernois et les prévisions économiques, manquent de perspectives qui lui permettraient d'envisager un avenir plus radieux. En accord avec le changement de propriété de Longines, les raisons de la situation actuelle sont généralement situées à l'extérieur de la région qui aurait donc subi les influences néfastes provenant des centres de décision sur lesquelles elle ne peut influer. Quant aux ressources intérieures, elles ne semblent pas pouvoir permettre d'échanger cette dépendance contre une nouvelle vision de l'histoire et du présent régional qui elle servirait de point de départ à une nouvelle tentative du Vallon de – et ceci d'après la formule consacrée – prendre son destin en main.

Au début 1988, lorsque d'importants déplacements de postes de travail furent annoncés chez Longines, Saint-Imier et le Vallon essayèrent bien de réagir. Ils tentèrent de s'opposer à la menace économique en invoquant la région et son histoire récente et en s'appuyant pour cela – nouveauté qui étonna plus d'un – sur toutes les forces politiques et syndicales présentes, donc également sur les deux camps engagés dans le conflit jurassien.

Sous le slogan «Une région se bat pour vivre» – qui démontre la gravité de la situation et le besoin urgent d'un renforcement identitaire – un cortège aux flambeaux et des allocutions s'élevèrent – avec plus ou moins d'espoir – contre le démantèlement de l'usine renommée. Cette manifestation permettait une mobilisation importante de la population, elle mettait en exergue la survie d'une région, entendant par là surtout la survie économique. Elle appelait les pouvoirs économiques et les institutions politiques à considérer sa situation précaire et à y remédier, à appuyer au moins les efforts que la région entreprenait elle-même pour se garantir un minimum de stabilité. Mais pour ce faire, on ne puisait pas ses arguments dans le champ économique exclusivement – bien que l'économie ait été à l'origine d'une grande partie des problèmes qui tracassent le Vallon. On déplaçait le discours, en partie du moins, sur un thème plus vaste, apparemment moins controversé. En invoquant la région, en faisant d'elle l'objet à sauver, en la définissant comme le centre des préoccupations, le Val-

lon ou le district de Courtelary pouvaient compter sur l'appui d'une majorité de la population qui, elle, pouvait s'exprimer sur un problème économique d'une façon qui ne lui est pas donnée d'habitude. Et elle le faisait en oubliant pour un moment les distinctions de classe et d'opinions politiques qui la divisent d'ordinaire. Si cela rappelle curieusement les efforts séparatistes, cela correspond à une logique bien connue. La conscience que peut véhiculer la région est plus globale que celle livrée par l'économie, ses contraintes et ses crises. En cas de crise régionale, la conscience qui lui correspond soude davantage la population que ne la séparent les appartenances à différentes classes sociales. Il est évidemment plus facile de provoquer une unanimité sur des thèmes régionaux ou culturels que sur des problèmes économiques brûlants. L'instant d'un cortège, cette conscience a joué dans le vallon de Saint-Imier, elle s'est réalisée et elle s'est manifestée. Mais cette conscience n'a pu être maintenue: aucune organisation n'était capable de donner une continuité à l'action initiée, de la prolonger dans le temps. L'inutilité de l'effort – si on le mesure à son but, c'est-à-dire au maintien des places de travail de Longines à Saint-Imier – a mené bien vite à sa désintégration. Les vieilles dissensions, et d'abord celles entre probernois et autonomistes, ont réapparu et ont replongé le Vallon dans sa normalité de crise. Vue sous cet angle, la manifestation de Saint-Imier, elle aussi, peut être comprise comme une formulation ou une preuve de l'état critique dans lequel se trouve l'identité collective du Vallon. La région horlogère avait des difficultés à se reconnaître dans l'horlogerie. Étant privé de la dernière grande usine de montres, ou en tout cas en la voyant diminuer de manière drastique ses effectifs, le Vallon n'était pas seulement en train de perdre une possibilité de mesurer la distance sociale et culturelle qui le sépare du nouveau canton, auquel on attribue d'autres spécialisations professionnelles, il perdait également et surtout son centre économique et idéologique, il se sentait dépourvu de son identité. Et il perdait de nouveau une partie de ses habitants qui partagent cette identité et qui garantissent sa continuité. Ayant vu diminuer le nombre de ses habitants de plus d'un quart entre 1970 (6740) et 1988 (4887), Saint-Imier se sent donc même privé de personnes qui portent l'identité collective et qui pourraient la renforcer.

* * * *

Si l'on ajoute à la crise horlogère et aux vains efforts régionaux de la combattre les problèmes que lui procurent les antagonismes relatifs à la Question jurassienne, l'identité collective du vallon de Saint-Imier se résume donc à la liste de ses propres défauts, au diagnostic de son manque. Une société ne peut exister sans culture, mais ici les incertitudes politiques et économiques sont si importantes que le sentiment

de perte est indéniable. Ce qui est en train de se perdre aux yeux des habitants de la région, c'est son identité. Le Vallon dit qu'il n'en a pas ou plus. Pour schématiser le discours identitaire autochtone, on peut l'abréger ainsi: la dimension rétrospective de son objet se résume à la continuité interrompue d'une tradition industrielle et à une appréciation controversée de l'appartenance jurassienne au canton de Berne; ses prospectives sont fonction de ces prémisses, les prévisions économiques ne sont pas brillantes et la Question jurassienne ne trouvera pas de réponse unanime dans des délais raisonnables. L'identité qui doit se réaliser au quotidien est donc en crise – ou alors, c'est la crise qui est la base de l'identité. Les idées complexes qui circulent à son sujet en font à la fois une hypothèse de départ et un objectif à atteindre, un particularisme à protéger et un moyen à employer à des fins politiques et économiques, la verbalisation d'une culture et la représentation symbolique de la compréhension de cette culture, la perception d'un contraste et la défense des originalités culturelles, l'organisation du social et la suprême instance pour constater la déviation. Le terme d'identité est un euphémisme pour les contraintes ou les plans économiques, un synonyme de la fierté suscitée par la version locale des nécessités sociales. L'identité doit ou veut être comprise simultanément comme la conjugaison de la dimension historique de la société et de ses évidences synchrones. Elle est à la fois aussi concrète que le matériau travaillé par l'industrie horlogère et aussi abstraite que les relations qu'entretient une population avec les symboles d'un Etat dans lesquels elle veut ou elle doit se reconnaître. L'identité collective est tradition et plan, objet traité en sujet, chose et abstraction, point d'ancrage de la critique du présent ainsi que de son évolution et idéologie pétrifiée. L'identité culturelle est un pléonasme qui désigne un moyen pour une population de souligner la légitimité de ses revendications et pour essayer de les imposer. Mais le discours identitaire est également un moyen de pression qui enchaîne une population à des habitudes et qui la met en garde contre les changements. La tautologie que constitue l'identité, si elle est la fierté régionale d'une certaine forme de travail et de ses produits et si elle a permis de reconnaître que l'identité a des bases bien traduisibles en termes économiques, constitue également la difficulté qui entrave actuellement le Vallon. L'identité qu'il s'est autrefois attribuée et qu'il se remémore aujourd'hui, n'est plus réalisable, les changements économiques l'ayant réduite à l'état de souvenir. Le recours incessant à des formes de production horlogère dépassées est un remède inadapté aux problèmes du moment – et pourtant, pour beaucoup, il reste le seul envisageable – et un frein à d'éventuelles possibilités de changement.

Le discours identitaire du Vallon résulte d'un déficit (celui de la pérennité de l'industrie horlogère surtout), il conclut à un déficit (économique, démographique et politique) et il est lui-même déficitaire, faute d'appuis fiables et d'occasions d'être formulé et entendu.

NOTES

[1] Dans les actes du congrès «Identity. Personal and socio-cultural» publiés par Anita Jacobson-Widding (Uppsala 1983) Mary Douglas a fait publier un texte intitulé «How Identity Problems Disappear» où elle évoque la possibilité d'un changement de l'intérêt que l'on porte actuellement à l'identité: «The questions about identity, personal and cultural, which are so interesting now, may be eventuylly submerged in social theory.» (46).

[2] Cf. Maurice Born: «Economie de misère, misère de l'économie». In: *Intervalles.* Revue culturelle du Jura bernois et de Bienne. 23:27-34.

[3] La SMH (Société suisse de microélectronique et d'horlogerie) est née en 1983 (elle ne prend ce nom qu'à partir de 1985) de la fusion des deux plus grands groupes horlogers suisses, l'ASUAG (Allgemeine Schweizerische Uhrenindustrie AG) et la SSIH (Société suisse pour l'industrie horlogère SA), fondés au début des années trente.